



NOTE DE LECTURE

Laurent Escure

Cultivons le Je démocratique

Le risque autoritaire existe dans notre pays comme dans d'autres. Face aux menaces qui pèsent sur la démocratie, le secrétaire général de l'UNSA met en avant la prise en charge collective, par des citoyens engagés individuellement, d'une complexité que travestissent les simplismes. En réhabilitant parallèlement la culture du compromis qui fonde l'engagement de ce syndicaliste réformistes, attaché à faire avancer concrètement les combats contre les inégalités.

► Laurent Escure, entretiens avec Madani Cheurfa, *Cultivons le Je démocratique. Pour une immunité collective*, éditions de l'Aube, collection « Paroles d'acteurs », F-86240 La Tour d'Aigues, 2021, 224 p., 17 €.

► *Lire cet article en ligne :*

<https://centrehenriaigueperse.com/2022/01/05/laurent-escure-cultivons-le-je-democratique/>



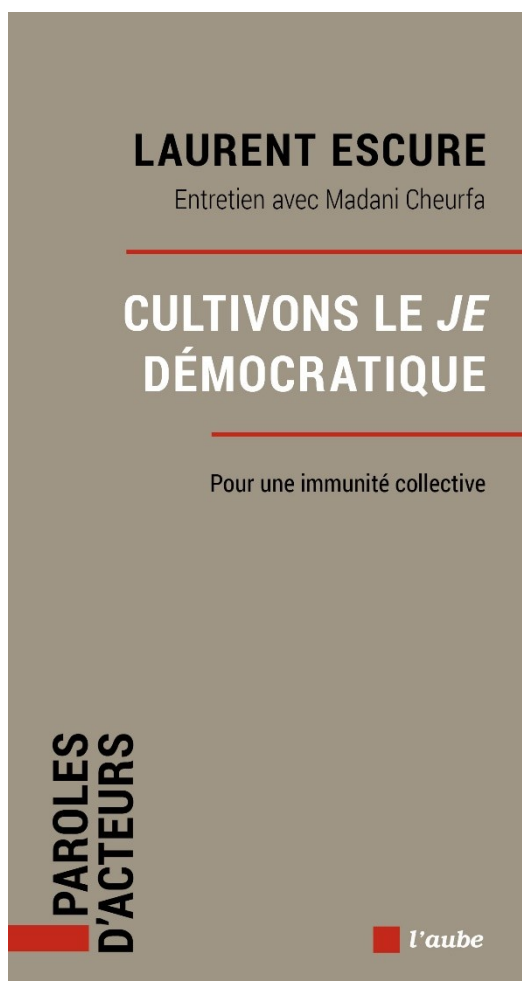
Laurent Escure en 2021 © UNSA

Qu'est-ce qui fonde l'engagement militant d'un syndicaliste ? Le caractère insupportable des inégalités et des injustices sociales, sans doute. De ce point de vue, Laurent Escure sait tout à la fois, de quoi il est question par son vécu même d'enfant et d'adolescent, ses expériences associatives comme ses premières années d'enseignement à Toulouse le Mirail. *Cultivons le Je démocratique* nous ouvre cependant une autre piste, plus proche peut-être de Foucault que de Marx, avec ce combat entamé pour une salariée harcelée par un « petit chef ».

Elle s'ouvre à la toute fin de l'ouvrage (p. 197-199) mais nous éclaire rétrospectivement : de cette « solidarité de ceux de la réserve » d'un supermarché de Corrèze où il travaillait pendant ses vacances d'étudiant, à l'été 1989, a surgi cette « fibre syndicale encore intacte et la source de [s]on engagement » ; de cette expérience est née une pragmatique de l'action fondée sur un résultat tangible pour la ou les personnes concernées qui permet d'articuler, selon la célèbre

formule de la **Charte d'Amiens**, « la double besogne quotidienne et d'avenir » du syndicalisme.

L'ouvrage de Laurent Escure prend la forme classique d'un livre d'entretien. Mais si l'on s'attendait du syndicaliste qu'est Laurent Escure, secrétaire général de l'UNSA depuis avril 2019, qu'il s'exprimât essentiellement sur les questions sociales ou le mouvement syndical, on serait dans l'erreur. Ce n'est pas un écrit de circonstance, même si le contexte n'est pas absent, même si la question syndicale est évoquée çà et là. Dépassant le plaidoyer *pro domo* (qu'il s'agisse de soi ou de l'organisation qu'on incarne), l'auteur, interviewé par Madani Cherfa¹ qui ne se contente pas de « passer les plats », est sorti des canons de l'exercice de style auquel on aurait pu s'attendre, comme l'avait relevé Michel Noblecourt dans sa recension de l'ouvrage pour *Le Monde*².



Cultivons le Je démocratique n'est pas une un pas de côté, mais une prise de hauteur, au-delà du champ d'intervention du syndicalisme. Avec lucidité d'ailleurs, Laurent Escure ne méconnaît pas la défiance dont souffre le syndicalisme à l'instar du politique. Pour la surmonter, c'est un effort multiforme, engageant tous les acteurs comme les citoyens qui est nécessaire. On ne saurait s'en tenir à une catégorie de coupables faciles, comme par exemples les réseaux sociaux.

Dans un temps marqué par les polarisations polémiques, les simplismes, les infox, les réseaux sociaux leur donnent un écho démultiplié en même temps qu'ils enferment leurs utilisateurs dans des silos dont les biais sont renforcés par leurs propres algorithmes. L'auteur se défie pourtant de la prohibition qu'il juge inefficace. La réponse passe, pour lui, par une éducation à la fois permanente et populaire³ en même temps que par l'usage du « doute créateur » impliquant la reconnaissance d'une complexité dont ne sauraient être exclus, là

comme ailleurs, les milieux populaires. « Infantiliser les citoyens » ne saurait être une solution (p. 50). Au reste, il sait rappeler que « ceux qui ont un bagage universitaire peuvent, eux aussi, céder à la dérive simpliste ou autoritaire » (p. 134).

Dans ce refus du mépris des humbles et des inégalités qui se maintiennent de génération en génération, on retrouve, chez ce Corrèzien d'origine, élevé par une mère agent de catégorie C, des accents qu'on avait trouvé chez Jean-Paul Delahaye, même si les périodes évoquées et l'intensité des difficultés diffèrent⁴. Laurent Escure rappelle que « les inégalités empirent et

bloquent notre société » (p. 115), alors que « les élites se reproduisent dans le même milieu social » (p. 94) et que « nombre de citoyens ne se sentent pas protégés, tombés dans le piège de la pauvreté ou craignant le déclassement comme l'échec d'une vie. Ils se sentent en chute libre » (p. 107).

L'auteur mesure autant que d'autres les défis auxquels nous sommes confrontés et qui appellent des réponses de long terme, contre « la dictature de l'instant » (p.75), mais aussi la prise en compte de la complexité du monde, des situations et même des rapports de forces. S'il pointe des ennemis (l'extrême droite, le terrorisme islamique), il les distingue bien de ceux avec lesquels il diverge et que ne sont « que » des adversaires. Ce réformiste assumé défend les logiques de compromis, trop souvent assimilé à de la compromission par des jusqu'au-boutistes qui se satisfont de jouer leur *jeu de rôle*. Cela implique pour lui, quand c'est nécessaire, de « s'opposer et contre-proposer pour parfois même limiter la casse » (p. 170). « Certains attendent le grand soir et on se retrouve avec les petits matins. », rappelle-t-il ; il n'est assurément pas de ceux-là.

Au-delà du champ social, c'est bien de retour de la délibération publique, éclairée, qu'il s'agit. La question ne se pose pas que pour le peuple ; elle est posée aussi aux décideurs politiques, enclins « dans des moments où tout est bon pour faire du buzz et du clash » (p. 41) à jouer des simplismes plus que de raison, c'est le cas de le dire. Or Laurent Escure le signale dès le début de l'ouvrage, la « tentation autoritaire demeure dans le vieux fond des valeurs françaises. [...] La droite bonapartiste a revendiqué et appliqué cette culture de la figure d'autorité et de la toute-puissance, souvent articulée avec le simplisme dans la résolution des problèmes » (p. 53).

Ce n'est pas pour rien que le livre a pour sous-titre « Pour une immunité collective ». La formule ne vise pas la covid (même si la pandémie est évoquée), mais bien l'immunité contre la tentation, le risque autoritaire. Au moment de la sortie du livre (avril 2021), l'auteur pouvait écrire : « La menace autoritaire est permanente : être cachée ne veut pas dire ne pas exister. » Aussi bien a-t-on vu depuis, entre les développements de la candidature d'Éric Zemmour et certaines surenchères contre l'État de droit dans la primaire de la droite, combien ce propos s'avérait pertinent.

Certes, il y a des réponses sur le fond. Laurent Escure évoque la nécessité de gérer une transition climatique sans laisser personne sur le chemin (ce qui implique accompagnement et non, là encore, autoritarisme improductif), le « mieux d'Europe » (p. 140) dans un contexte mondial marqué par le poids des États-continentaux et, ce qui ne surprendra pas ici, la laïcité dont il rappelle la pertinence contre les « recteurs et prescripteurs de la pensée » (p. 97), mais dont il n'accepte ni le dévoiement ni les détournements à des fins discriminatoires. Mais c'est bien sur l'émergence d'une communauté de citoyens souhaitant se prononcer par eux-mêmes, conscients par conséquent de leur responsabilité propre et de la nécessité d'agir collectivement pour « faire nation et cultiver la démocratie ».

Le « *Je* » *démocratique* s'inscrit bel et bien dans la construction d'un « nous » émancipateur fondé sur l'éducation à la responsabilité et la responsabilité par l'éducation. En ces temps troubles, Laurent Escure éclaire notre réflexion en pariant, à juste *raison*, sur notre intelligence, c'est-à-dire notre capacité à comprendre le monde au lieu de le caricaturer.

Luc Bentz
décembre 2021

Le résumé de l'éditeur

https://editionsdelaube.fr/catalogue_de_livres/cultivons-le-je-democratique/

« Abandonnons notre pessimisme et sachons cultiver notre “Je démocratique”. Nous en avons l'expérience, le talent et l'envie. Contre les discours qui annoncent l'effondrement démocratique, contre les coups de boutoir de l'autoritarisme, contre les totalitarismes qui viennent se pencher au chevet des démocraties pour mieux les voir mourir, nous avons en nous-mêmes les ressources pour nous défendre et riposter. Nous disposons de nos propres anticorps, notamment le goût du débat, l'exercice du doute, la pratique de la raison. Pour cela, des dizaines de millions de “Je démocratique” doivent retrouver le goût d'être ensemble, mobilisés. Ces anticorps assurent notre immunité collective contre les fléaux : populisme, trumpisme, extrémisme, séparatisme, totalitarisme... Développons-les dans un grand bouillon de culture démocratique commune. Nous rétablirons ainsi le consentement à l'avenir et la confiance.

La question posée est simple : démocratie réelle ou affaissement durable de celle-ci ? »

Florilège

Pour défendre notre République, nous avons besoin qu'émergent des dizaines de millions de Je démocratique, des individus conscients de la responsabilité, ayant l'envie citoyenne de faire nation et de cultiver la démocratie (p. 17).

Si la parole publique est décriée, alors les sources d'information sont Facebook ou Twitter, qui nous poussent d'ailleurs au réflexion communautaire et nous placent dans l'autoconviction. C'est une dimension que j'appelle à combattre, notamment auprès des militants de l'UNSA. Je leur dis « attention au piège de la double bulle [affinitaire et communautaire] des réseaux sociaux [...] qui est accentuée par les algorithmes de réseaux sociaux (p. 40-41).

Qu'elle est triste cette démocratie qui nous offre des petits matins tristes. Alors que, d'un autre côté, sous l'attrait de la nouveauté, l'autoritarisme nous promet un grand « nous » et des pseudos grands soirs (p. 45).

Il y a un populisme et il y a un élitisme, une démagogie des riches, si vous le voulez, qui consiste à mépriser les milieux populaires. (p. 58).

J'ai le sentiment que l'on refuse, en France, de voir la pauvreté en face. (p. 59).

La tentation autoritaire a un cousin germain, c'est le simplisme (p. 61)

On ne change pas de modèle du jour au lendemain. Il y a, au-delà des slogans, des stratégies de long terme à trouver, une complexité à embrasser. C'est un contrat de confiance et de transparence qui doit être passé avec chaque citoyen. C'est ce genre de contrat qui nous exonérera des sauveurs et des hommes providentiels (p. 63).

Nous restons alourdis par nos croyances, même inconscientes, en ces rois et aujourd'hui en ces présidents thaumaturges qui auraient des capacités à guérir et employer des moyens surnaturels pour régler les crises (p. 65).

Notre démocratie représentative a réduit le citoyen à un rôle d'électeur, courtisé pendant les campagnes électorales, désiré le jour de l'élection et souvent oublié ensuite (p. 92-93).

Je refuse la proposition sournoise de laïcité par intermittence de ceux qui, en réalité, l'instrumentalisent contre une religion et une seule. Pour eux, on devrait réduire la portée de cette liberté [la laïcité] et permettre des exceptions. Mais au-delà de cette sordide visée instrumentale, si chaque croyance, chaque foi revendique son exception, nous n'avons plus rien en commun. [...] La laïcité est bien une protection pour ceux qui croient ou ne croient pas, et finalement une protection pour la foi de chacun, parce qu'il croit ce qu'il veut quand il veut (p. 100-101).

L'une des forces de la République, grâce à la laïcité, c'est qu'elle ne reconnaît pas des juxtapositions de communautés ou de groupes constitués avec des droits propres ou différenciés (p. 105).

Le syndicalisme auquel je crois a des choses à inventer pour les travailleurs ou pour ceux qui sont dans des périodes d'instabilité et de précarité (p. 118).

Chaque jour, nous élevons le plafond de connaissances pour tous, mais il faut surtout élever le plancher pour chacun (p. 131).

Il y a un effort d'éducation populaire massif à faire pour que les individus reprennent le goût de se forger une opinion par eux-mêmes et ne soient pas biberonnés par leurs groupes affinitaires, leurs réseaux sociaux ou les bandeaux des chaînes d'information en continu (p. 133).

On sait tous que les partis, les syndicats et dans une moindre mesure les associations recueillent de faibles niveaux de confiance de la part de nos concitoyens. Ces partis et ces syndicats doivent s'interroger sur les raisons de cette défiance. N'ont-ils pas eux-mêmes cédé à la tentation du simplisme, le syndicalisme le premier ? (p. 137).

Ce n'est pas parce que les choses sont complexes qu'il faut faire du simplisme, au contraire. Il faut les décrypter et ne pas sous-estimer la difficulté. La complexité s'assume. C'est la seule façon de sortir des « y a qu'à, faut qu'on ». Le populisme, c'est l'hypersimplification du monde, on l'a vu. Il explique le monde en clivages périlleux, « nous/les autres », irréconciliables, « ami/ennemi », voire mortels, « eux ou nous ».

Je dis que la complexité n'appartient pas à une élite du savoir ou du pouvoir. Je dis que le Je démocratique pour lequel je plaide est une défense contre le simplisme des démagogues, contre la simplification du réel qu'opèrent la dictature de l'urgence, le rythme de la valse des egos, la compétition politique la plus grossière pour se distinguer (p. 142).

Une culture du compromis cadre la conflictualité et conduit les différentes parties à une certaine disposition d'esprit : la volonté d'aboutir. [...] C'est la différence entre progresser et enkyster (p. 150).

Un compromis n'est donc jamais un chèque en blanc. Bien au contraire. C'est une vigilance et une confiance qui appellent le contrôle réciproque (p. 168).

Il faut donc reprendre le contrôle. C'est une exigence sociale, c'est aussi le gage d'une plus grande efficacité pour nos futures économies des transitions à inventer. C'est enfin une exigence démocratique pour montrer que les démocraties peuvent réduire les fractures sociales, territoriales et écologiques, et agir dans ce monde en bouleversement. [...] Mais une démocratie ne peut tenir si elle n'est que le terrain de jeu de moins de 40 % de la communauté nationale. (p. 180).

Un syndicat qui doute face à un mur de deux mètres de haut est le plus à même de le franchir. C'est un syndicat qui a analysé la complexité et la difficulté. Face à ce mur qu'il voit arriver, il ralentit sa course et cherche une solution. Il positionne un échaffaudage, escalade et passe de l'autre côté, ou bien il le contourne. Quelqu'un qui ne doute pas va se fracasser la tête contre le mur (p. 192).

Ne jamais douter, c'est être figé dans ses certitudes, c'est arrêter de penser. J'appelle donc au doute créateur et libérateur. On m'aura bien compris, il ne s'agit pas de l'hésitation permanente, de l'inaction, de la fuite des responsabilités voire de la peur (p. 193).

Laurent Escure en quelques dates

- 1970 : naissance à Tulle (Corrèze)
- 1993-1996 : membre du Bureau national de l'UNEF
- 1996-1999 : militant associatif (prévention auprès des jeunes des risques du VIH)
- 1999 : professeur des écoles à Toulouse
- 2007 : secrétaire national du Syndicat des enseignants (SE-UNSA)
- 2012 : secrétaire général de la fédération UNSA Éducation
- 2019 : secrétaire général de l'UNSA (interpro)

Voir aussi

- Blog de Laurent Escure (« le blog de la transformation ») : <https://laurent-escure.org/>.

¹ Madani Cheurfa, politologue, a été secrétaire général du Cevipof, centre de recherches politiques de Sciences Po Paris. Il est actuellement directeur adjoint de l'institut BVA.

² « *Cultivons le Je démocratique : rêveries d'un syndicaliste philosophe* », Michel Noblecourt, *Le Monde*, 06/07/2021 : <https://tinyurl.com/5dfn5b43>. Le chapô de l'article précise : « Dans son ouvrage, Laurent Escure, le secrétaire général de l'UNSA, mène le lecteur à la découverte du syndicalisme. Il expose sa vision de la démocratie et évoque son opposition totale à l'extrême droite. »

³ On rappellera ici tout l'intérêt de l'avis adopté par le CESE en mai 2019 : « L'éducation populaire, une exigence du XXI^e siècle » dont les rapporteurs étaient Christian Chevalier (UNSA) et Jean-Karl Deschamps (Ligue de l'enseignement) : <https://tinyurl.com/2p9d9dnj>.

⁴ Voir, sur le site du Centre Henri-Aiguierperse UNSA Éducation : « Jean-Paul Delahaye: *Exception consolante. Un grain de pauvre dans la machine* » : <https://tinyurl.com/Delahaye-exceptionconsolante>.